

The Economist : L'humanité au bord de la guerre mondiale



Le magazine *The Economist*, l'influent hebdomadaire londonien décrit par Karl Marx il y a plus de 150 ans comme "l'organe européen" de "l'aristocratie des finances", a consacré son dernier numéro à "The Next War" (la prochaine guerre) et "The Growing Threat of Great Power Conflict" (la menace grandissante de conflit entre grandes puissances). Son éditorial principal démarre sur un avertissement effrayant :

"Au cours des 25 dernières années, la guerre a coûté trop de vies. Pourtant, alors même que les luttes civiles et religieuses ont fait rage en Syrie, en Afrique centrale, en Afghanistan et en Irak, un affrontement dévastateur entre les grandes puissances mondiales est resté presque inimaginable."

"Ce n'est plus le cas [...] de changements puissants et à long terme de la géopolitique et la prolifération des nouvelles technologies érodent la domination militaire extraordinaire dont jouissent l'Amérique et ses alliés. Un conflit d'une ampleur et d'une intensité jamais vues depuis la Seconde Guerre mondiale est encore une fois plausible. Le monde n'est pas préparé."

The Economist envisage un futur dystopique, violent, avec le déploiement de l'armée américaine pour intimider ou détruire les prétendus défis à sa domination partout.

Au cours des 20 prochaines années, *The Economist* prédit que "le changement climatique, la croissance démographique et les conflits sectaires ou ethniques" sont susceptibles de faire plonger une grande partie du monde dans des "guerres intra-étatiques ou civiles". De tels conflits se dérouleront de plus en plus dans les villes entourées de "taudis" peuplées de millions d'habitants, donnant lieu à de "combats rapprochés, quartier par quartier". L'avenir réservé à de grandes parties de l'humanité est celui du carnage qui a été observé lors des batailles meurtrières de l'an dernier contre la ville irakienne de Mossoul et la ville syrienne d'Alep.

Mais plus effrayant encore, c'est la série de scénarios qu'il décrit comme une escalade majeure des tensions entre les Etats-Unis et la Russie et la Chine, présentés comme des adversaires stratégiques, qui menacent à tout moment de provoquer un holocauste nucléaire.

En juillet 2016, Mehring Books a publié *A Quarter Century of War* (Un quart de siècle de guerre) de David North, qui notait :

"Depuis le premier conflit du golfe Persique de 1990-1991, les États-Unis sont en guerre sans interruption depuis un quart de siècle. Tout en utilisant des slogans de propagande

comme la défense des droits de l'Homme et la guerre contre le terrorisme pour dissimuler les véritables objectifs de leurs interventions au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique, ainsi que leur confrontation avec la Russie et la Chine, les États-Unis se sont engagés dans une lutte pour l'hégémonie mondiale. Alors que les États-Unis tentent de compenser leur faiblesse économique et contrer les tensions sociales internes, leur escalade incessante des opérations militaires menace de déboucher sur une guerre mondiale à grande échelle, entre États dotés d'armes nucléaires."

Moins de deux ans plus tard, une grande partie de cette évaluation a été reprise par l'un des organes politiques les plus importants du capitalisme anglo-américain. Mais les conclusions tirées par *The Economist*, s'exprimant en tant que représentant sans faille des oligarques financiers et du grand patronat dont la richesse est liée à la domination mondiale impérialiste américaine, sont exactement le contraire de l'objectif déclaré par David North, celui d'aider à la construction d'un "nouveau mouvement anti-guerre".

Au contraire, *The Economist* exhorte les États-Unis à développer le *hard power* (la puissance dure) pour se défendre contre des "rivaux déterminés et capables", présentant l'argument digne d'un sociopathe selon lequel la meilleure garantie de paix est la capacité de l'Amérique à détruire complètement ses adversaires.

La prémisse de l'article spécial est que des mesures urgentes doivent être prises par les États-Unis pour endiguer le déclin de son hégémonie. Elle affirme que si les classes dirigeantes chinoise et russe sont autorisées à réaliser leur ambition d'influence dominante dans leurs propres régions, alors la conséquence "plausible" sera un "affrontement dévastateur entre les grandes puissances du monde" – une guerre mondiale avec des armes nucléaires.

La Chine et la Russie, déclare le magazine dans son éditorial du 27 janvier, "sont maintenant des États révisionnistes qui veulent remettre en cause le statu quo et considèrent leurs régions comme des sphères d'influence à dominer. Pour la Chine, cela signifie l'Asie de l'Est ; pour la Russie, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale."

La conclusion avancée par *The Economist* est que l'Amérique doit mettre fin à "20 ans de dérive stratégique" sous les gouvernements successifs, qui auraient "fait le jeu de la Russie et de la Chine".

Dans une série d'articles, son rapport spécial préconise que les États-Unis dépensent des sommes vertigineuses sur les nouvelles armes nucléaires et conventionnelles, y compris les technologies d'intelligence artificielle (AI) robotique, pour s'assurer qu'ils conservent la supériorité militaire qui, jusqu'à présent, a inspiré "la peur chez leurs ennemis".

Il met en garde contre : "Le danger pressant qui est la guerre dans la péninsule coréenne, peut-être cette année [...] Des dizaines de milliers de personnes périraient, beaucoup plus si des armes nucléaires étaient utilisées."

L'armée américaine est prête à lancer une telle guerre. Elle a déployé en position offensive des bombardiers nucléaires B-2 et B-52 à Guam, et des centaines d'avions de chasse et une armada de navires de guerre dans d'autres bases du Pacifique. Il y a de bonnes raisons de croire que le face à face que Washington a provoqué avec la Corée du Nord, en exigeant que Pyongyang abandonne

son programme d'armes nucléaires, est une répétition générale massive pour un futur bras de fer nucléaire avec la Chine.

The Economist pense qu'une "guerre pour empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires semble être une perspective plus spéculative pour l'instant, mais pourrait devenir plus probable dans quelques années".

Il affirme que les Etats-Unis sont menacés par la soi-disant "zone grise" dans laquelle la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres pays cherchent à "exploiter" les "vulnérabilités" américaines dans certaines parties du monde sans provoquer un conflit ouvert. Il donne comme exemples les prétentions territoriales chinoises dans la mer de Chine méridionale, l'annexion de la Crimée par la Russie et l'influence politique de l'Iran en Irak, en Syrie et au Liban.

L'ingérence impérialiste américaine, cependant, est considérée comme entièrement légitime par *The Economist*. En Syrie, les États-Unis ont mené sept années d'intrigues en vue d'un changement de régime visant à renverser le gouvernement soutenu par les Russes et les Iraniens. L'annonce par Washington de son intention d'occuper de facto un tiers du pays et de rassembler une armée par procuration de 30 000 hommes des milices kurdes et islamistes a créé des conditions non seulement pour des affrontements directs avec l'Iran ou la Russie, mais aussi avec la Turquie, censée être un de ses alliés dans le cadre de l'OTAN.

Comme on pouvait s'y attendre, sur fond de mesures frénétiques aux États-Unis et internationalement visant à imposer un contrôle étatique et la censure sur Internet, le magazine accuse la Russie de chercher à "saper la confiance en les institutions occidentales et à encourager les mouvements populistes en se mêlant des élections et en utilisant des bots informatiques et des trolls sur les réseaux sociaux pour attiser des griefs et des préjugés."

Les entreprises de technologie, insiste-il, doivent être encore plus intégrées à l'armée, tandis que les entreprises d'Internet doivent travailler avec l'appareil étatique pour supprimer l'accès aux vues oppositionnelles, sous le prétexte frauduleux de combattre les "opérations d'influence" et la "manipulation de masse de l'opinion publique".

Il note en passant que pour le gouvernement américain, qui affiche déjà des déficits budgétaires annuels proches de 700 milliards de dollars, "trouver l'argent sera un autre problème".

La vérité est que la subordination de tous les aspects de la société aux préparatifs de guerre sera financée par la destruction continue des niveaux de vie et conditions de vie de la classe ouvrière américaine, combinée à l'élimination de ses droits démocratiques et à la répression de l'opposition.

Dans un écho involontaire au *Newspeak* de George Orwell, *The Economist* conclut qu'"une Amérique forte" – armée jusqu'aux dents et menaçant de façon permanente ses rivaux d'anéantissement – est "le meilleur garant de la paix mondiale".

L'aspect le plus effrayant de l'article, cependant, est qu'il est pessimiste de son propre pronostic que l'impérialisme américain peut intimider ses rivaux à la soumission. Le développement même d'une position militaire de plus en plus agressive à l'égard de la Chine et de la Russie augmente, et non diminue, la probabilité d'une guerre.

"Le plus grand danger", dit-il, "réside dans une erreur de calcul due à une incapacité à comprendre les intentions d'un adversaire, conduisant à une escalade imprévue qui échappe à tout contrôle".

Ce dont il s'agit, c'est une escalade vers un holocauste nucléaire. L'article cite Tom Plant, analyste du groupe de réflexion RUSI : "Pour la Russie et les États-Unis, les armes nucléaires ont conservé leur primauté. Vous n'avez qu'à regarder comment ils dépensent leur argent."

Les États-Unis vont moderniser tout leur arsenal nucléaire au cours des prochaines décennies pour un coût de 1200 milliards de dollars. La Russie modernise ses missiles, ses bombardiers et ses sous-marins nucléaires. La Chine augmente rapidement la taille et la capacité de ses forces nucléaires beaucoup plus petites, tout comme la Grande-Bretagne et la France. Des discussions sont en cours dans les cercles dirigeants en Allemagne, au Japon et même en Australie sur l'acquisition d'armes nucléaires afin que ces pays puissent "résister" aux États dotés d'armes nucléaires."

La folie d'une course aux armements nucléaires au XXI^e siècle découle inexorablement des contradictions du système capitaliste. La lutte entre les États-nations rivaux pour la domination géostratégique et économique mondiale est le résultat inévitable de sa crise ingérable et du conflit féroce pour le contrôle des marchés et des ressources.

L'époque de la guerre mondiale, écrit le révolutionnaire marxiste Vladimir Lénine, est l'époque de la révolution mondiale. Le renversement du système capitaliste qui engendre le danger de guerre est une nécessité urgente pour la survie de la civilisation humaine.

Le Comité international de la Quatrième Internationale et ses sections se battent pour construire un mouvement ouvrier socialiste international anti-guerre. La discussion ouverte sur la perspective d'une guerre nucléaire dans les pages de journaux comme *The Economist* devrait motiver tous les travailleurs et jeunes sérieux à se joindre à notre lutte.

James Cogan

☐ (Article original paru en anglais le 30 janvier 2018 - lire ci-dessous)

»» <https://www.wsws.org/fr/articles/2018/01/31/pers-j31.html>

»» <https://www.legrandsoir.info/the-economist-l-humanite-au-bord-de-la-guerre-mondiale.html>

☐ James COGAN

11/01 La réduction des rations alimentaires menace l'Irak de malnutrition sévère et de famine.

12/07 Sous la pression incessante des États-Unis, le conseil des ministres irakien soumet une loi sur le pétrole au (...)

Articles associés

Guerres

22/08 Préparation d'une opération militaire contre le Venezuela en novembre 2017

The next war : The growing danger of great-power conflict

How shifts in technology and geopolitics are renewing the threat

IN THE past 25 years war has claimed too many lives. Yet even as civil and religious strife have raged in Syria, central Africa, Afghanistan and Iraq, a devastating clash between the world's great powers has remained almost unimaginable.

No longer. Last week the Pentagon issued a new national defence strategy that put China and Russia above jihadism as the main threat to America. This week the chief of Britain's general staff warned of a Russian attack. Even now America and North Korea are perilously close to a conflict that risks dragging in China or escalating into nuclear catastrophe.

As our special report this week on the future of war argues, powerful, long-term shifts in geopolitics and the proliferation of new technologies are eroding the extraordinary military dominance that America and its allies have enjoyed. Conflict on a scale and intensity not seen since the second world war is once again plausible. The world is not prepared.

The pity of war

The pressing danger is of war on the Korean peninsula, perhaps this year. Donald Trump has vowed to prevent Kim Jong Un, North Korea's leader, from being able to strike America with nuclear-armed ballistic missiles, a capability that recent tests suggest he may have within months, if not already. Among many contingency plans, the Pentagon is considering a disabling pre-emptive strike against the North's nuclear sites. Despite low confidence in the success of such a strike, it must be prepared to carry out the president's order should he give it.

Even a limited attack could trigger all-out war. Analysts reckon that North Korean artillery can bombard Seoul, the South Korean capital, with 10,000 rounds a minute. Drones, midget submarines and tunnelling commandos could deploy biological, chemical and even nuclear weapons. Tens of thousands of people would perish; many more if nukes were used.

This newspaper has argued that the prospect of such horror means that, if diplomacy fails, North Korea should be contained and deterred instead. Although we stand by our argument, war is a real possibility

► see [article](#).

Mr Trump and his advisers may conclude that a nuclear North would be so reckless, and so likely to cause nuclear proliferation, that it is better to risk war on the Korean peninsula today than a nuclear strike on an American city tomorrow.

Even if China stays out of a second Korean war, both it and Russia are entering into a renewal of great-power competition with the West. Their ambitions will be even harder to deal with than North Korea's. Three decades of unprecedented economic growth have provided China with the wealth to transform its armed forces, and given its leaders the sense that their moment has come. Russia, paradoxically, needs to assert itself now because it is in long-term decline. Its leaders have spent heavily to restore Russia's hard power, and they are willing to take risks to prove they deserve respect and a seat at the table.

Both countries have benefited from the international order that America did most to establish and guarantee. But they see its pillars—universal human rights, democracy and the rule of law—as an imposition that excuses foreign meddling and undermines their own legitimacy. They are now revisionist states that want to challenge the status quo and look at their regions as spheres of influence to be dominated. For China, that means East Asia; for Russia, eastern Europe and Central Asia.

Neither China nor Russia wants a direct military confrontation with America that they would surely lose. But they are using their growing hard power in other ways, in particular by exploiting a “grey zone” where aggression and coercion work just below the level that would risk military confrontation with the West. In Ukraine Russia has blended force, misinformation, infiltration, cyberwar and economic blackmail in ways that democratic societies cannot copy and find hard to rebuff. China is more cautious, but it has claimed, occupied and garrisoned reefs and shoals in disputed waters.

China and Russia have harnessed military technologies invented by America, such as long-range precision-strike and electromagnetic-spectrum warfare, to raise the cost of intervention against them dramatically. Both have used asymmetric-warfare strategies to create “anti-access/area denial” networks. China aims to push American naval forces far out into the Pacific where they can no longer safely project power into the East and South China Seas. Russia wants the world to know that, from the Arctic to the Black Sea, it can call on greater firepower than its foes—and that it will not hesitate to do so.

If America allows China and Russia to establish regional hegemonies, either consciously or because its politics are too dysfunctional to muster a response, it will have given them a green light to pursue their interests by brute force. When that was last tried, the result was the first world war.

Nuclear weapons, largely a source of stability since 1945, may add to the danger. Their command-and-control systems are becoming vulnerable to hacking by new cyber-weapons or “blinding” of the satellites they depend on. A country under such an attack could find itself under pressure to choose between losing control of its nuclear weapons or using them.

Vain citadels

What should America do? Almost 20 years of strategic drift has played into the hands of Russia and China. George W. Bush's unsuccessful wars were a distraction and sapped support at home for America's global role. Barack Obama pursued a foreign policy of retrenchment, and was openly sceptical about the value of hard power. Today, Mr Trump says he wants to make America great again, but is going about it in exactly the wrong way. He shuns multilateral organisations, treats alliances as unwanted baggage and openly admires the authoritarian leaders of America's adversaries. It is as if Mr Trump wants America to give up defending the system it created and to join Russia and China as just another truculent revisionist power instead.

America needs to accept that it is a prime beneficiary of the international system and that it is the only power with the ability and the resources to protect it from sustained attack. The soft power of patient and consistent diplomacy is vital, but must be backed by the hard power that China and Russia respect. America retains plenty of that hard power, but it is fast losing the edge in military technology that inspired confidence in its allies and fear in its foes.

To match its diplomacy, America needs to invest in new systems based on robotics, artificial intelligence, big data and directed-energy weapons. Belatedly, Mr Obama realised that America required a concerted effort to regain its technological lead, yet there is no guarantee that it will be the first to innovate. Mr Trump and his successors need to redouble the effort.

The best guarantor of world peace is a strong America. Fortunately, it still enjoys advantages. It has rich and capable allies, still by far the world's most powerful armed forces, unrivalled war-fighting experience, the best systems engineers and the world's leading tech firms. Yet those advantages could all too easily be squandered. Without America's commitment to the international order and the hard power to defend it against determined and able challengers, the dangers will grow. If they do, the future of war could be closer than you think.

□ This article appeared in the Leaders section of the print edition under the headline "The next war"

L'article original de the Economist n'est pas "va-t-en guerre" comme le suggère la traduction proposée. Il propose une analyse de l'état des forces en présence, confrontée au déclin stratégique opéré plus ou moins volontairement, plus ou moins consciemment depuis 25 ans par les USA. Il tente d'évaluer les risques conséquents de cette situation dont les autres 'Grandes Puissances' tentent à leur manière -- brutale pour la Russie, plus insidieuse pour la Chine -- de profiter afin d'établir leur domination sur leurs zones géo-stratégiques. En synthèse, l'article estime les risques de conflits réels, notamment du fait des trublions que sont l'Iran et surtout la Corée du Nord.

On pourrait souhaiter que la raison l'emporte, et donc voir les parties concernées tenter de trouver des solutions d'apaisement... Mais, à l'instar des puissances nucléaires officielles, la réponse que propose le magazine va vers encore plus d'armements, la rénovation et la sophistication des arsenaux existants.

A noter que les causes de conflits ne sont pas que stratégiques. Le dérèglement climatique engendre des conséquences incalculables en termes de récoltes attendues non réalisées, de stress hydrique sinon pénurie, de catastrophes et déplacements de populations du fait de la montée des eaux qui composent un bouquet tragique de risques de conflits locaux extensibles.